

Anne-Claire RÉGLIER

Maître de conférences à Aix-Marseille Université
anne-claire.reglier@univ-amu.fr



PARCOURS PÉDAGOGIQUE ET PROFESSIONNEL

2014 - 2016 **Maître de conférences à Aix-Marseille Université**, Membre du Centre de Droit Économique (EA4224) et de l'Institut de Droit des Affaires.

Enseignements dispensés à la Faculté de Droit :

- **Droit des personnes** (Licence 1, formation initiale).
- **Droit des régimes matrimoniaux** (Master 1, formation initiale).
- **Droit du travail** (Licence 3, formation initiale ; Master 2 Pro Droit des Relations de Travail ; Master 2 Pro Droit des Affaires Internationales ; DESU Droit de la Distribution, Techniques contractuelles, Aspects concurrentiels).
- **Droit de la protection sociale** (Master 2 Recherche Droit Privé et Public de la Santé).

Auteur au sein de la *Revue Droit de la famille* (LexisNexis).

2011 - 2013 Travaux de recherche. Enseignements (cours particuliers).

2010 - 2011 **Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche**, à temps partiel, à l'Université de Toulon.

Chargé d'enseignement en :

- Droit des personnes (Licence 1).
- Droit de la famille (Licence 1).

2008 - 2010 Analyste au sein de l'Atelier Régional de Jurisprudence d'Aix-en-Provence.

Membre de l'équipe de rédaction du *Bulletin d'Aix*, revue publiée par les Presses Universitaires d'Aix-Marseille.

Traitement de dossiers en droit civil et droit du travail au sein de cabinets d'avocats.

2005 - 2008 **Allocataire-moniteur** à l'Université d'Aix-Marseille III.

Chargé d'enseignement en :

- Droit des contrats (Licence 2).
- Droit de la responsabilité civile (Licence 2).
- Droit des contrats spéciaux (Licence 3).
- Droit du travail (Licence 3).

FORMATION

Février 2014 **Qualification** aux fonctions de maître de conférences par le Conseil National des Universités (section 01).

2006 - 2013 **Doctorat en Droit Privé** à la faculté d'Aix-Marseille sur le sujet : *L'appréhension de la famille européenne.*

Doctorat obtenu avec la mention Très Honorable avec félicitations du jury à l'unanimité, autorisation de publier en l'état et proposition pour un prix de thèse. Jury composé par les Pr. V. Larribau-Terneyre, P. Murat, V. Egéa, A. Leborgne (dir.), M. Pena (dir.).

Thèse retenue pour **publication** chez Dalloz, après concours, et aux P.U.A.M.

➤ *Prix de thèse de droit européen*, décerné par la faculté d'Aix-Marseille.

2007 Obtention du **Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat** (Marseille).

2004 - 2005 **D.E.A. de Droit Privé**, à la faculté d'Aix-Marseille (Mention Très Bien : 17/20).

➤ *Prix Louis Aninard*, attribué au major du D.E.A. de Droit Privé.

2004 Réussite à l'examen d'entrée au **Centre Régional de Formation à la Profession d'Avocat** (Aix-en-Provence).

2003 - 2004 **MAITRISE de droit mention carrières judiciaires et sciences criminelles**, à la faculté d'Aix-Marseille (Mention Bien : 16,96/20).

➤ *Prix Jean-Marc David*, attribué à l'étudiant ayant effectué la meilleure scolarité pendant les quatre années de maîtrise.

➤ *Prix Jean-Laurent Chélini*, attribué à l'étudiant de maîtrise ayant obtenu la meilleure note en droit civil.

2002 - 2003 **LICENCE de droit**, à la faculté d'Aix-Marseille (Mention Très Bien : 17,03/20).

2001 - 2002 **D.E.U.G. II de droit**, à la faculté d'Aix-Marseille (Mention Bien : 15,86/20).

2000 - 2001 **D.E.U.G. I de droit**, à la faculté d'Aix-Marseille (Mention Très Bien : 17,45/20).

1999 - 2000 Classe préparatoire H.E.C. (voie S) au Lycée Sainte-Geneviève, à Versailles.

1999 BACCALAUREAT Scientifique au Lycée Lacordaire, à Marseille (Mention Très Bien).

PUBLICATIONS

A paraître :

Manuel :

- RÉGLIER A.-C., *Le droit de la responsabilité civile*, Editions Ellipses, coll. « Plein Droit », 2016.

Ouvrage :

- NICOLAS G. et RÉGLIER A.-C. (dir.), *La mort et le consentement*, Les Etudes Hospitalières, coll. « Les cahiers de droit de la santé », 2016.

Thèse de doctorat :

- RÉGLIER A.-C., *L'appréhension de la famille européenne*.

Année universitaire 2015-2016 :

Articles :

- « Analyse économique du droit de la famille », Table Ronde, Aix-en-Provence, 26 juin 2015, *Dr. famille*, 2015, n° 10, p. 7-8.

- « La détermination de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant en cas de désunion – ou l'immixtion de l'analyse économique en droit de la famille », *Dr. famille*, 2015, n° 10, p. 16-19.

Commentaire :

- « L'intérêt de l'enfant à porter le nom d'un père refusant toute relation avec lui », Cass. 1^{re} civ., 8 juill. 2015, n° 14-20.417 : JurisData n° 2015-019969, *Dr. famille*, 2015, n° 10, p. 35-36.

Notes :

- « La relation parent-enfant en cas de séparation des parents : l'utilisation encadrée de Skype », note sous CA Chambéry, 6 oct. 2015, n° 13/02187 : JurisData n° 2015-022050, *Dr. famille*, 2015, n° 12, comm. 218, p. 23.

- « Demande de suppression de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants », note sous Cass. 1^{re} civ., 7 oct. 2015, n° 14-23.237 : JurisData n° 2015-022071, *Dr. famille*, 2015, n° 12, comm. 217, p. 23.

- « Nouveau rappel : le divorce met fin au devoir de secours », note sous Cass. 1^{re} civ., 23 sept. 2015, n° 14-18.959 : JurisData n° 2015-021141, *Dr. famille*, 2015, n° 12, comm. 215, p. 20.

- « La portée de l'appel d'après l'état des dernières conclusions », note sous Cass. 1^{re} civ., 7 oct. 2015, n° 14-24.498 : JurisData n° 2015-022469, *Dr. famille*, 2015, n° 12, comm. 214, p. 20.

- « Enfants déclarés abandonnés malgré la demande de visite de la mère : des marques d'intérêt insuffisantes », note sous Cass. 1^{re} civ., 24 juin 2015, n° 14-21.368 : JurisData n° 2015-022231, *Dr. famille*, 2015, n° 11, comm. 203, p. 31.

- « Annulation de l'arrêté d'admission en qualité de pupille de l'Etat en cas d'intérêt de l'enfant », note sous Cass. 1^{re} civ., 23 sept. 2015, n° 14-16.425 et 14-24.267 : JurisData n° 2015-021004, *Dr. famille*, 2015, n° 11, comm. 202, p. 31.
- « Rappel : date d'appréciation de l'existence du droit à la prestation compensatoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 9 sept. 2015, n° 14-21.760 : JurisData n° 2015-020090, *Dr. famille*, 2015, n° 11, comm. 200, p. 27-28.
- « Divorce : la femme, le mari et son ordinateur », note sous CA Bourges, ch. civ., 9 juill. 2015, n° 14/01066 : JurisData n° 2015-017364, *Dr. famille*, 2015, n° 11, comm. 199, p. 27.
- « Du changement de nom après dation du nom du mari de la mère », note sous Cass. 1^{re} civ., 8 juill. 2015, n° 14-19.131 : JurisData n° 2015-016696, *Dr. famille*, 2015, n° 10, comm. 186, p. 37.
- « Conséquences du divorce : prestation compensatoire et conservation de l'usage du nom de l'époux », note sous CA Montpellier, 1^{re} ch., sect. C2, 24 juin 2015, n° 14/03637 : JurisData n° 2015-017253, *Dr. famille*, 2015, n° 10, comm. 184, p. 33.
- « La contribution aux charges du mariage pour le meilleur et pour le pire ! », note sous CA Nancy, 3^e ch. civ., 29 mai 2015, n° 15/01173 et n° 14/01854 : JurisData n° 2015-013601, *Dr. famille*, 2015, n° 10, comm. 182, p. 32.
- « Appréciation *in concreto* de la pension alimentaire due au titre de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant », note sous CA Rennes, 6^e ch., sect. A, 3 févr. 2015, n° 13/08752 : JurisData n° 2015-001965, *Dr. famille*, 2015, n° 9, comm. 168, p. 60.
- « Les contributions à l'entretien et à l'éducation des enfants de parents divorcés et la table de référence », note sous CA Orléans, ch. fam., 17 mars 2015, n° 13/02387 : JurisData n° 2015-007023, *Dr. famille*, 2015, n° 9, comm. 167, p. 60.
- « Rappel : le divorce met fin au devoir de secours », note sous Cass. 1^{re} civ., 28 mai 2015, n° 13-23.395 : JurisData n° 2015-012641, *Dr. famille*, 2015, n° 9, comm. 162, p. 56.
- « Particularités de la situation d'épouse employée dans une société gérée par son conjoint », note sous CA Caen, 3^e ch. civ., 7 mai 2015, n° 14/02282 : JurisData n° 2015-010913, *Dr. famille*, 2015, n° 9, comm. 161, p. 56.

Année universitaire 2014-2015 :

Table ronde :

- RÉGLIER A.-C. (dir.) : Table ronde portant sur « l'analyse économique du droit de la famille », Aix-en-Provence, salle des Actes, 26 juin 2015.
Participants : Pr. B. Beignier, Pr. F. Douet, Pr. P. Garello, Jin B., A.-C. Réglie.
Publication des actes de la Table ronde : *Dr. famille*, 2015, n° 10, p. 7-24.

Article :

- « Modernisation et simplification du droit des incapacités et du droit patrimonial de la famille... à l'heure des restrictions budgétaires », *Revue Lamy Droit civil*, octobre 2014, n° 119, p. 39-43.

Commentaire :

- « La responsabilité des parents : le désinvestissement parental *versus* la cohabitation », Cass. crim., 29 avr. 2014, n° 13-84.207, *Revue Lamy Droit civil*, décembre 2014, n° 121, p. 68-72.

Notes :

- « Prescription de l'action en recherche de paternité : droit transitoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 13 mai 2015, n° 14-13.133 : JurisData n° 2015-011184, *Dr. famille*, 2015, n° 7-8, comm. 148, p. 64.
- « Modalités d'exercice de l'autorité parentale en présence d'un enfant handicapé », note sous CA Versailles, 2^e ch., sect. 1, 29 janv. 2015, n° 14/07170 : JurisData n° 2015-001346, *Dr. famille*, 2015, n° 7-8, comm. 147, p. 63.
- « Caractérisation de l'élément intentionnel du délit d'abandon de famille », note sous Cass. crim., 13 mai 2015, n° 13-85.165 : JurisData n° 2015-010964, *Dr. famille*, 2015, n° 7-8, comm. 146, p. 63.
- « Prise en compte de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants communs versée par le débiteur d'une prestation compensatoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 13 mai 2015, n° 14-17.868 : JurisData n° 2015-011179, *Dr. famille*, 2015, n° 7-8, comm. 143, p. 57.
- « Déduction des ressources de l'époux débiteur d'une prestation compensatoire des sommes versées au titre de la contribution à l'entretien et à l'éducation des enfants », note sous Cass. 1^{re} civ., 13 mai 2015, n° 14-14.207 : JurisData n° 2015-011175, *Dr. famille*, 2015, n° 7-8, comm. 142, p. 57.
- « Justification de l'absence de discernement d'un mineur sollicitant une audition », note sous Cass. 1^{re} civ., 18 mars 2015, n° 14-11.392 : JurisData n° 2015-005746, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 123, p. 25.
- « Intérêt de l'enfant, faisant partie d'une fratrie, à ne pas être déclaré judiciairement abandonné », note sous CA Aix-en-Provence, 19 févr. 2015, n° 14/08672 : JurisData n° 2015-003979, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 122, p. 25.
- « Prestation compensatoire, contribution à l'entretien de l'enfant et avenir prévisible », note sous Cass. 1^{re} civ., 15 avr. 2015, n° 14-15.721 : JurisData n° 2015-008395, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 120, p. 24.
- « Prestation compensatoire : cause(s) de la disparité », note sous Cass. 1^{re} civ., 1^{er} avr. 2015, n° 13-18.846 : JurisData n° 2015-006991, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 119, p. 23.
- « Paiement de la prestation compensatoire sous forme de versements périodiques », note sous Cass. 1^{re} civ., 15 avr. 2015, n° 14-12.375 : JurisData n° 2015-008394, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 118, p. 23.
- « “Divorce discount” versus exercice de la profession d'avocat », note sous CA Aix-en-Provence, sect. C, 2 avr. 2015, n° 14/00449 : JurisData n° 2015-007968, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 117, p. 23.
- « Caractère subsidiaire de l'attribution d'un bien en propriété à titre de prestation compensatoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 15 avr. 2015, n° 14-11.575 : JurisData n° 2015-008098, *Dr. famille*, 2015, n° 6, comm. 116, p. 23.
- « La résidence alternée en présence d'enfants handicapés », note sous CA Versailles, 2^e ch. sect. 1, 12 févr. 2015, n° 14/01773, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 100, p. 33.
- « La constitutionnalité de l'obligation vaccinale confirmée », note sous Cons. Const., 20 mars 2015, n° 2015-458 QPC, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 99, p. 33.
- « Contestation du nom de l'adopté simple par l'exercice des voies de recours », note sous Cass. 1^{re} civ., 4 mars 2015, n° 13-27.757, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 98, p. 33.
- « Contestation de la composition du conseil de famille », note sous CA Versailles, 2^e ch., sect. 1, 12 févr. 2015, n° 14/07610, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 97, p. 32.
- « Versement d'une prestation compensatoire de deux millions d'euros à l'épouse séparée de biens », note sous CA Versailles, 2^e ch., sect. 2, 29 janv. 2015, n° 13/06640, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 93, p. 26.
- « Pas de suppression rétroactive de la pension alimentaire », note sous Cass. 1^{re} civ., 4 mars 2015, n° 13-23.218, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 92, p. 26.

- « Intérêt du majeur sous tutelle à demeurer marié », note sous CA Aix-en-Provence, 6^e ch., sect. C, 19 févr. 2015, n° 13/21340, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 91, p. 25.
- « Désignation d'un notaire par le juge du divorce dans le cadre de la liquidation des intérêts patrimoniaux des époux », note sous Cass. 1^{re} civ., 4 mars 2015, n° 13-19.847, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 90, p. 25.
- « Départ fautif de la femme enceinte du domicile conjugal », note sous CA Poitiers, 4^e ch. civ., 14 janv. 2015, n° 14/02361, *Dr. famille*, 2015, n° 5, comm. 89, p. 25.
- « L'audition de l'enfant au cours de la mise en état », note sous Cass. 1^{re} civ., 28 janv. 2015, n° 13-27.603, *Dr. famille*, 2015, n° 4, comm. 72, p. 71.
- « Rupture de concubinage fautive », note sous CA Metz, 1^{re} ch., 8 janv. 2015, n° 13/01099, n° 15/00007, *Dr. famille*, 2015, n° 4, comm. 70, p. 69-70.
- « Refus de prestation compensatoire en cas d'absence de disparité créée par la rupture du mariage », note sous CA Rennes, 6^e ch., sect. B, 13 janv. 2015, n° 13/06561, *Dr. famille*, 2015, n° 4, comm. 69, p. 69.
- « Comportement inapproprié du père causant un préjudice moral par ricochet à la mère », note sous CA Aix-en-Provence, 6^e ch., sect. B, 20 janv. 2015, n° 13/22751, *Dr. famille*, 2015, n° 4, comm. 68, p. 69.
- « Refus d'autorisation du mariage d'un majeur sous tutelle », note sous CA Versailles, 2^e ch., sect. 3, 4 févr. 2015, n° 14/03571, *Dr. famille*, 2015, n° 4, comm. 67, p. 69.
- « La constitutionnalité de l'obligation vaccinale discutée », note sous Cass. crim., 13 janv. 2015, n° 14-90.044, *Dr. famille*, 2015, n° 3, comm. 53, p. 59
- « Un adultère qui ne justifie pas le prononcé du divorce pour faute », note sous CA Aix-en-Provence, 6^e ch., sect. A, 11 déc. 2014, n° 14/02756, *Dr. famille*, 2015, n° 3, comm. 47, p. 51.
- « Sommes non prises en compte dans le cadre du contentieux de la prestation compensatoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 14 janv. 2015, n° 13-27.319, *Dr. famille*, 2015, n° 3, comm. 46, p. 51.
- « Recours au détective privé dans le contentieux relatif au montant de la pension alimentaire », note sous CA Metz, 14 oct. 2014, n° 14/00739, n° 13/01542, *Dr. famille*, 2015, n° 2, comm. 35, p. 40.
- « Contribution à l'entretien et à l'éducation d'un enfant majeur poursuivant des études », note sous CA Versailles, 4 déc. 2014, n° 14/04469, *Dr. famille*, 2015, n° 2, comm. 34, p. 39.
- « Absence de discrimination fondée sur le sexe des dispositions transitoires en matière de retraite », note sous Cass. 2^e civ., 18 déc. 2014, n° 13-22.744, *Dr. famille*, 2015, n° 2, comm. 33, p. 39.
- « Autorisation judiciaire du maintien, à titre d'usage, du nom de l'ex-époux », note sous CA Versailles, 1^{re} ch., sect. 2, 2 mai 2014, n° 13/03454, *Dr. famille*, 2015, n° 2, comm. 29, p. 33.
- « Poursuite de la collaboration entre époux après cessation de la cohabitation », note sous Cass. 1^{re} civ., 3 déc. 2014, n° 13-25.581, n° 13-27.345, *Dr. famille*, 2015, n° 2, comm. 28, p. 33.
- « Qui ne dit mot ne consent pas », note sous Cass. 1^{re} civ., 19 nov. 2014, n° 13-27.449, *Dr. famille*, 2015, n° 2, comm. 27, p. 33.
- « Absence de discrimination fondée sur le sexe dans le cadre de l'indemnisation du congé d'adoption », note sous Cass. 2^e civ., 9 oct. 2014, n° 12-35.005, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 13, p. 68.
- « Obligation des juges du fond de répondre, dans le cadre d'une action en contestation de paternité, aux conclusions des demandeurs établissant le caractère équivoque de la possession d'état d'enfant en mariage », note sous Cass. 1^{re} civ., 22 oct. 2014, n° 13-22.555, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 13, p. 68.

- « Probabilité d'une paternité établie par un examen comparé des sangs *versus* un test ADN : l'appréciation souveraine des juges du fond », note sous Cass. 1^{re} civ., 5 nov. 2014, n° 13-26.308, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 12, p. 67.
- « Absence de révélation des propos tenus par l'enfant au cours de son audition dans le cadre de la procédure relative à la fixation de sa résidence », note sous Cass. 1^{re} civ., 22 oct. 2014, n° 13-24.945, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 11, p. 67.
- « L'impartialité des experts désignés remise en cause par la teneur de leurs publications relatives au statut du parent social », note sous CA Paris, 25 sept. 2014, n° 13/03452, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 10, p. 67.
- « Divorce prononcé aux torts exclusifs du mari ayant conduit son épouse, de par son comportement violent, à s'immoler par le feu. Caractère autonome de l'article 266 du Code civil », note sous CA Montpellier, 1^{re} ch. civ., sect. C, 29 oct. 2014, n° 13/07698, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 6, p. 60.
- « Analyse juridique de l'engagement pris par un époux, en cas de divorce, dans une convention définitive homologuée fixant les conséquences de la séparation de corps », note sous Cass. 1^{re} civ., 5 nov. 2014, n° 13-25.448, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 5, p. 60.
- « Possibilité pour l'ex-époux, débiteur d'une pension alimentaire fixée par voie de transaction, de demander au juge la suppression de celle-ci en raison de la réduction de ses ressources », note sous Cass. 1^{re} civ., 16 oct. 2014, n° 13-25.295, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 4, p. 60.
- « Absence de prise en compte des allocations familiales lors de l'octroi et de la fixation d'une prestation compensatoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 5 nov. 2014, n° 13-26.860, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 3, p. 60.
- « Réaffirmation de la mixité de la prestation compensatoire et de la subsidiarité de l'attribution forcée d'un immeuble à titre de prestation compensatoire », note sous Cass. 1^{re} civ., 5 nov. 2014, n° 13-22.740, *Dr. famille*, 2015, n° 1, comm. 2, p. 59.

Avant l'année universitaire 2014-2015 :

Articles :

- « Le préjudice de l'ex-épouse de confession israélite lié à l'absence de possession du "guett" : la position du juge civil », *Revue Lamy Droit civil*, octobre 2009, n° 64, p. 41-47.
- « L'obligation de restituer dans le prêt à usage à durée indéterminée », *Droit & Patrimoine*, octobre 2009, n° 185, p. 50-57 (également publié sous la référence suivante : « L'obligation de restituer dans le commodat à durée indéterminée », *Bull. Aix* 2009-1, p. 35-50).

Commentaires :

- « L'appréhension par les juridictions de l'ordre judiciaire du dommage subi par l'ex-épouse de confession israélite causé par le refus de délivrance du "guett" opposé par son ex-époux. – Réflexions à partir de l'arrêt, CA Aix-en-Provence, 1^{re} Ch. B, 23 oct. 2008 », *Revue de la Recherche Juridique, Droit Prospectif*, 2009-2, p. 1041-1078.
- « Conflit sur le lieu et le mode de sépulture plusieurs années après l'inhumation du corps du défunt », CA Aix, 1^{ère} Ch. B, 18 décembre 2008, *Bull. Aix* 2009-3, p. 19-34.
- « La responsabilité civile de l'hôtelier en tant que dépositaire », *Bull. Aix* 2009-2, p. 21-37.

Note :

- « La mise en évidence de l'aléa dans les loteries publicitaires », note sous CA Aix, 1^{ère} Ch. B, 14 mai 2009, *Bull. Aix* 2009-4, p. 39-42.